

FORUM

Permanent Forum of Civil Society
Forum Permanent de la Société Civile
Ständiges Forum der Zivilgesellschaft



COMMUNIQUÉ N° 2008- 03 DU 15 OCTOBRE 2008 (RÉSUMÉ)

Résumé du Mémorandum aux Institutions européennes Programme pour la période 2009-2014. “Réfléchir Autrement”

et du Mémorandum aux Gouvernements du Trio Espagne, Belgique, Hongrie 2010-2011

Les hommes placés dans une situation de fait nouvelle, ou dans un système d'obligations différent, adaptent leur comportement et deviennent autres. Ils deviennent meilleurs si le contexte nouveau est meilleur ; c'est l'histoire toute simple du progrès des civilisations. (...). Des transformations psychologiques considérables, que certains cherchent à travers des révolutions violentes, peuvent intervenir pacifiquement si l'on oriente l'esprit des hommes vers le point où leurs intérêts convergent. Ce point existe toujours, il suffit de se fatiguer pour le trouver.
Jean Monnet

Le Forum invite les trois premiers Gouvernements qui présenteront ensemble un nouveau programme de travail pour la période 2010-2011 et les partis politiques européens qui préparent la campagne de 2009, à marquer l'histoire de l'Union Européenne en ouvrant une nouvelle page dans la relation de l'Union avec ses citoyens et la communauté internationale.

En effet, le Rapport Lamassoure intitulé « Le citoyen et l'application du droit communautaire », souligne que « *L'Europe des citoyens est en retard et exige une approche radicalement nouvelle* ». **Pour que la société civile puisse coopérer avec l'UE, comme pour accélérer la transition vers une « nouvelle économie » et « un nouveau rêve européen », les systèmes actuellement en place sont inadéquats pour « relancer la capacité d'innovation de l'Union ».** Ainsi, la situation à l'intérieur de l'UE et la situation internationale requièrent de « réfléchir autrement », d'explorer de nouvelles approches, si nous voulons répondre aux défis du XXIème siècle.

Les thèmes sont proposés à partir d'une analyse du bilan du processus de Constitution européenne/Traité de Lisbonne, du bilan du Conseil européen, du Parlement européen, de la Commission Barroso, d'une analyse de l'impact du fait régional en Europe, de l'évolution des droits de la personne, de la financiarisation de l'économie et l'entrée de la mondialisation dans une nouvelle phase, de la montée des risques liés à la rareté de certaines ressources naturelles et aux coûts de l'énergie.

Les évènements actuels sur le plan financier ne sont qu'une des premières secousses d'une nécessaire et profonde réorganisation de nos sociétés. Nous allons devoir gérer tout au long de la législature 2009-2014 non pas une crise mais trois crises, ce que certains appellent le « *Triple "Big Crunch"* ». La crise porte en effet tout à la fois sur :

- ✚ La crise du système financier.
- ✚ L'impact du changement climatique et des dégâts à la biodiversité.
- ✚ Les menaces en matière de sécurité et rareté (énergie, eau, aliments, matières premières) de l'Union Européenne.

SIÈGE SOCIAL

Square de Meeûs, 25 - BE 1000 Bruxelles (Belgique)
Phone : + (32) 2 508 30 84 – Fax + (32) 2 508 30 89

SECRÉTARIAT ET ADMINISTRATION

Avenue du Rond Point, 10 - BE-1330 Rixensart (Belgique)
Phone & Fax : +32 2 652 27 82



COMMUNIQUÉ N° 2008- 03 DU 15 OCTOBRE 2008 (RÉSUMÉ)

Les propositions du Forum s'appuient sur les réflexions menées par les Groupes-Projets qu'il a instaurés en son sein sur les thèmes de la citoyenneté européenne, de la démocratie et de la paix dans le monde. Pour ce qui est du « *Triple big crunch* » voir les propositions n°9 et 12.

1. TRAITÉ DE LISBONNE. Pour l'adoption finale du Traité de Lisbonne dans le contexte actuel, le Forum continue de penser qu'une consultation paneuropéenne de l'ensemble des citoyens et citoyennes en même temps que l'élection du Parlement européen reste une voie à explorer.

2. ÉLECTIONS EUROPÉENNES. Anticipant sur le Traité de Lisbonne qui précise que l'élection du Président de la Commission tient compte des résultats de l'élection au Parlement européen, le Forum demande à chaque parti européen de présenter, soit seul soit en coalition, un *ticket* comprenant le Président de la Commission et le Vice-président en charge des affaires extérieures, en respectant une parité homme-femme.

3. CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX. La « Charte des Droits Fondamentaux » doit être considérée comme un « pilier » de la justice sociale en Europe et la Commission doit proposer un cadre communautaire d'action pour des droits programmatiques dérivés (comme dans le cadre du droit au logement, aider les citoyens et les collectivités à « équiper le bâti » pour devenir énergétiquement efficace). La Commission et le Parlement européen devraient adopter un plan pluriannuel de mesures pour contribuer à la mise en œuvre de la Charte, chapitre par chapitre. En 2012 devrait se tenir un sommet des sociétés civiles des États signataires pour contribuer à faire vivre la Charte, l'enrichir et veiller au respect de ses clauses.

4. BIENS COMMUNS ET DROITS COLLECTIFS. Après s'être penché sur les droits *individuels* (la Charte des Droits Fondamentaux), il semble nécessaire au Forum d'équiper l'UE pour lui permettre de faire face aux nouveaux défis planétaires et de contribuer, par la protection des Biens Communs et des Droits Collectifs, à une « mutation de l'humanité », une meilleure gestion de ses « interdépendances », un droit au « bien être » de la « personne ».

5. CITOYENNETÉ EUROPÉENNE. Un plan « citoyenneté européenne » serait présenté par la Commission. Il comprendrait des initiatives portant sur les droits et devoirs des citoyens européens, les questions relatives à la résidence, à la personne (telles que celles proposées dans le rapport Lamassoure) et autres.

6. AGORA. L'AGORA du Parlement européen devrait consacrer une session au budget européen, session qui devrait être le lieu du débat sur la relation entre les citoyens européens, les priorités politiques et le financement du budget communautaire.

7. ENQUÊTES PUBLIQUES. Pour ce qui concerne les « fonds structurels », des enquêtes publiques locales/régionales préalables sur les projets et les budgets soumis à la Commission devraient être rendues obligatoires.

8. DIALOGUE INSTITUTIONNEL. Il faut « civiliser le capitalisme ». Il faut étendre le *Dialogue de Cologne* sur les perspectives macro-économiques aux réseaux de Banques disposant de fonds d'investissement socialement responsable et aux représentants de l'économie sociale (Le Dialogue de Cologne rassemble pour l'instant les Partenaires Sociaux, la Banque Central Européenne et le Conseil ECOFIN).

9. Sécurité Bancaire. il est urgent que l'UE, ou à tout le moins, la zone Euro de l'Union, établisse une réglementation commune du système bancaire sur la base du principe d'une harmonisation des réglementations en vigueur dans les États Membres et qu'elle interdise les pratiques spéculatives qui sont à l'origine de la crise actuelle et l'utilisation de paradis fiscaux qui a permis leur mise en œuvre.

10. LA PAIX. Nous demandons que soit ouvert, dans le cadre de la campagne électorale, le débat sur les interdépendances entre des dossiers qui sont en fait liés (le Partenariat avec la Russie, le nouveau rôle de l'OTAN, les Talibans, Al Qaeda-Pakistan-Afghanistan, Israël-Palestine, Iran, le Caucase, l'énergie.) et que l'on sorte de la logique des « empires qui veulent s'étendre » (l'U.E., l'OTAN, la Russie) pour aller vers une formule de « cogestion » entre les « empires », *hard* ou *soft*, associant les États-Unis, la Russie et l'UE (l'UE

FORUM

Permanent Forum of Civil Society
Forum Permanent de la Société Civile
Ständiges Forum der Zivilgesellschaft



COMMUNIQUÉ N° 2008- 03 DU 15 OCTOBRE 2008 (RÉSUMÉ)

s'exprimant au nom de ses États-Membres) en coopération avec les puissances régionales : la Turquie, l'Iran, Israël, l'Alliance des Pays Arabes et tous les États riverains ainsi que la Chine et le Japon. Après le retrait des forces Russes de Géorgie, il s'agirait de proposer un nouveau type de partenariat à la Russie. Il devrait s'agir d'un schéma gagnant-gagnant basé sur l'expérience de la Communauté du Charbon et de l'Acier d'hier, des accords d'Helsinki, et de la tentative de Communauté Européenne de l'Énergie aujourd'hui. Pour l'Europe, les clefs conditionnant la paix et le développement au XXIème siècle sont là (voir les propositions pour une Alliance des Trois Mers, ses « corbeilles », ses « Institutions » sur le site du Forum).

11. LA DIRECTIVE DE LA HONTE. Elle constitue « une escalade dans la criminalisation des migrants » selon le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit des migrants, le Mexicain Jorge Bustamante. Elle doit être revue. Par ailleurs, le Parlement européen devrait lancer une démarche pour amener les représentants européens au sein de la CCNUCC à ajouter un nouveau protocole sur la migration climatique forcée afin de garantir la liberté de circulation aux migrants climatiques. A partir de cette nouvelle base juridique, le Parlement européen peut ensuite lancer d'autres démarches pour amener les représentants européens dans l'OMC, ainsi que dans d'autres instances décisionnelles internationales, à proposer l'élaboration de toute une série d'accords internationaux élargissant cette liberté de circulation à d'autres catégories de personnes.

LE TRIO « BELGIQUE, ESPAGNE ET HONGRIE » EN 2010 - 2011

Les trois gouvernements de Belgique, d'Espagne et de Hongrie devraient proposer au Conseil européen :

12. PRÉSIDENTE ESPAGNOLE EN 2010 : Dans le contexte de grave récession qui nous menace, lancer une **Troisième Convention européenne « Objectifs 2020-2050 »** afin que toutes parties prenantes européennes – autorités publiques à tous les niveaux, les entreprises et institutions financières, les syndicats, les organisations de consommateurs et la société civile au sens le plus large – négocient un « *European Green New Deal* » (la Stratégie post-Lisbonne) pour la mise en œuvre des objectifs définis par les institutions européennes en matière de changement climatique, d'efficacité de gestion des ressources énergétiques et naturelles, de compétitivité et de création d'emplois. Le Plan couvrirait nos modes de consommation, comprendrait de nouveaux indicateurs de « bien-être » et de gestion efficace des ressources. Enfin, si les négociateurs venaient à en convenir – une Charte des Biens communs & des Droits collectifs.

13. PRÉSIDENTE BELGE EN 2010 : Les Régions en Europe. Nombreux sont les pays d'Europe où le pacte national est en péril. Le rôle de l'Union européenne au regard du mouvement régionaliste/ethnique en Europe devra faire l'objet d'un débat conjoint du Parlement européen et du Comité des Régions. Le succès du processus de paix en Irlande du Nord, la poursuite des attentats au Pays Basque et en Corse, la place reconnue à des mouvements armés ayant pratiqués le nettoyage ethnique et l'esclavage sexuel (Kosovo), les menaces qui pèsent sur le modèle belge, etc. sont autant de raisons de s'interroger sur le rôle et l'influence de l'Union européenne dans les deux dernières décennies et le besoin de fixer un nouveau cadre, de compléter les instruments de gouvernance en place, de renforcer la reconnaissance et la visibilité du Comité des Régions. Le Parlement et le Comité des Régions devraient tenir une séance conjointe et entendre un rapport des organisations *Human Rights Watch*, *Amnesty International*, *La Ligue des Droits de l'Homme*, *le Conseil de l'Europe*. Le programme conjoint de la Belgique, de l'Espagne et de la Hongrie devrait prévoir en 2010 une session du Conseil européen et d'une délégation du Comité des Régions pour tirer les conclusions de la rencontre entre le Parlement et du Comité des Régions.

14. PRÉSIDENTE HONGROISE EN 2011 : Le thème des "**Communautés européennes du développement humain**" devrait faire l'objet d'une session conjointe en 2011 du Conseil européen des Chefs d'États et de Gouvernements et d'une délégation du Comité des Régions. Dans le cadre de la « grande » Union européenne de 27 États membres et plus, des « *Communautés européennes du développement humain* » basées sur des indicateurs internationaux autres que le PNB (tel l'indicateur de Bien-être de Eurostat et

FORUM

Permanent Forum of Civil Society
Forum Permanent de la Société Civile
Ständiges Forum der Zivilgesellschaft



COMMUNIQUÉ N° 2008- 03 DU 15 OCTOBRE 2008 (RÉSUMÉ)

l'indicateur du développement humain du PNUD) devraient être mises en place. Elles seront des piliers d'une démocratie participative européenne. Elles traiteront des politiques qui demandent une prise en compte des spécificités géographiques, climatiques et culturelles. Elles veilleront à la mise en œuvre, au niveau des communautés, de la stratégie européenne du développement durable et de certains aspects des politiques agricole, forestière, énergie et eau.

ANNEXES AUX PROPOSITIONS SOUMISES PAR LE FORUM.

- 1) [Le mémorandum complet du FORUM](#)
- 2) [L'évaluation des AGORA CITOYENNES du Parlement européen](#)
- 3) [Synthèse des recommandations de l'Agora citoyenne sur le changement climatique](#)
- 4) [Propositions formulées à la suite de la rencontre EMPOWER à Bergame \(Italie\) en novembre 2006](#)

Le 15 octobre 2008.
